

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMMANDE DE TRAVAUX

Commune de Clichy-la-Garenne
92110 CLICHY



MARCHE RESERVE

TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MISE EN PEINTURE
DU MOBILIER URBAIN

Date et heure limites de réception des plis

13 mai 2025 à 12h00

Règlement de la Consultation

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	3
1.5 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.6 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2 - VARIANTES	4
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES PLIS	4
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4
ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS	4
3.1 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
3.2 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	5
3.3 - CONTROLE TECHNIQUE	5
3.4 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	5
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	8
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	9
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la **fourniture et la mise en œuvre de la peinture du mobilier urbain de la Ville de Clichy installé sur l'espace public ainsi que dans les squares et parcs.**

Dans le cadre du SPASER, la Ville a décidé de passer marché réservé en application des articles L2113-12, L2113-13 Code de la commande publique. A travers le SPASER, la ville de Clichy souhaite renforcer son engagement en faveur de l'égalité de chances notamment via l'insertion sociale.

Lieu(x) d'exécution : Clichy (92).

1.2 - Etendue de la consultation

La consultation est passée selon une procédure adaptée ouverte, soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R.2123-1 1° du Code.

Il s'agit d'un marché réservé en application des articles L2113-12, L2113-13 Code de la commande publique. En application de l'article L2113-14 le marché est réservé aux opérateurs économiques qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-12 et à ceux qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-13.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande en application des articles L.2125-1, R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et les prestations à exécuter

1.3 - Décomposition de la consultation

Conformément à l'article R. 2113-3 du Code, le présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots, son objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes. En effet, la nature des prestations est similaire répondant à un besoin indissociable.

1.4 - Montant de l'accord-cadre

En application de l'article R2162-4.2° du Code de la commande publique l'accord-cadre est passé sans montant minimum mais avec un montant maximum annuel en valeur de **300 000 €HT**.

1.5 - Conditions de participation des concurrents

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de se présenter individuellement ou dans le cadre d'un groupement conjoint ou solidaire.

En application des articles R.2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements.

Si le groupement est conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement.

En accord avec l'article R2113-1 du code de la commande publique, le nombre de lot pouvant être attribué à chaque candidat sera limité à un lot unique.

Les candidats sont invités à candidater à tous les lots mais ne pourront s'en voir attribuer qu'un seul.

1.6 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale	
45442100-8	Travaux de peinture.
45442300-0	Travaux de protection des surfaces.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il peut être reconduit tacitement par période successive d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de trois (3) ans, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur communique cette décision par écrit au moins trois (3) mois avant la date de reconduction.

Si le montant maximum annuel des commandes est atteint (ou qu'il n'est plus possible d'effectuer des commandes, le montant restant à engager sur l'accord-cadre étant trop faible) avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre ou de l'une de ses reconductions, la Commune pourra, le cas échéant, notifier au titulaire concerné une reconduction anticipée de l'accord-cadre.

Il est précisé que cette reconduction anticipée modifiera la date anniversaire de l'accord-cadre et, le cas échéant, modifiera la date de révision des prix prévue au contrat. Celle-ci sera alors recalée à la date effective de reconduction anticipée intervenue.

2.2 – Variantes

Aucune variante n'est exigée ni autorisée.

2.3 - Délai de validité des plis

Le délai de validité des offres est fixé à **4 mois** à compter de la date limite de réception des plis.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Le financement se fera sur les fonds propres de la ville.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 - Conditions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R.2113-7 et R.2113-8 du Code de la Commande Publique.

Article 3 : Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Ville de Clichy
80, Boulevard Jean Jaurès

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sans objet.

3.3 - Contrôle technique

Sans objet.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

L'interlocuteur sera nommé à la notification du marché.

Article 4 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.) ;
- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) ;
- Les bordereaux des prix unitaires (B.P.U.) ;
- Le détail quantitatif estimatif (D.Q.E).

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Le dossier de consultation des entreprises est entièrement téléchargeable sur le portail des marchés publics franciliens MAXIMILIEN, accessible directement sur le lien suivant :
<https://marches.maximilien.fr/?page=frame.ConsultationsOrganisme&org=d7m>

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Il est fortement conseillé de s'inscrire sur <https://marches.maximilien.fr> pour être informé des éventuelles modifications ou précisions sur les consultations téléchargées.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Seuls les candidats dûment identifiés lors du téléchargement du dossier seront alertés des modifications. Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres. Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par le pouvoir adjudicateur. Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pièces de la candidature :

Le pouvoir adjudicateur accepte d'obtenir les documents justificatifs et moyens de preuve par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique à condition que toutes les informations nécessaires à cette consultation soient mentionnées dans le dossier de candidature et que l'accès soit gratuit. L'absence des informations d'accès, ou la non-gratuité du dispositif sera analysée comme une absence de document.

- Présentation de la candidature de l'opérateur économique :

L'utilisation du formulaire **DUME** (cas n°1) est fortement préconisée, mais le candidat peut répondre par tout autre moyen (cas n°2).

➤ Cas n°1 : Candidature suivant la procédure DUME - article R.2143-4 du Code

Le Document Unique de Marché Européen (DUME) est à la disposition des candidats sur la plateforme de dématérialisation www.maximilien.fr

Grâce à cette fonction, les candidats sont dispensés de déposer certains documents de candidature (notamment la lettre de candidature DC1, la déclaration du candidat DC2, ainsi que les attestations fiscales et sociales).

Le dépôt de réponse avec DUME s'effectue par voie électronique mais la signature électronique n'est pas obligatoire.

Pour chaque procédure, le candidat peut notamment répondre directement au DUME que l'acheteur a lui-même créé sur la plateforme.

Lors du dépôt, vous bénéficierez d'une assistance en ligne et, le cas échéant, d'une assistance téléphonique. La hotline est à votre disposition au 0 0820 20 77 43 pour vous accompagner.

Si les candidats ne possèdent pas de numéro SIRET ou s'ils se présentent en groupement, ils ne peuvent pas encore bénéficier du dispositif simplifié **DUME**.

Les documents suivants doivent être joints :

- ✓ Le formulaire prérempli dans toutes ses mentions. Le DUME devra obligatoirement être rédigé en français.
- ✓ Le candidat devra également fournir, en vue de justifier ses capacités financières, techniques et professionnelles :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - Déclaration indiquant les effectifs du candidat ;

- Présentation d'une liste des principaux travaux au cours des cinq dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé. La liste précitée doit attester de la capacité du candidat à exécuter des prestations de même nature que celles objet du présent marché ;
- Déclaration concernant l'outillage, le matériel, et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

➤ **Cas n° 2 : candidature transmise hors DUME (réponse électronique)**

Ce mode de réponse est obligatoire pour les candidats qui se présentent avec un sous-traitant, pour une entreprise étrangère, ou pour un candidat n'ayant pas de numéro de SIRET.

1. **Formulaire DC1**, lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

2. **Formulaire DC2**, déclaration du candidat individuel ou de membre du groupement (disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- **Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2143-3 du code de la commande publique :**

3. **Déclaration sur l'honneur** pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail ;

- **Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise** tels que prévus aux articles R.2142-12 et R.2143-3 2° du Code de la commande publique :

4. Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une **assurance pour les risques professionnels** ;

- **Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise** tels que prévus à l'article R.2143-3 2°, R.2142-13, R.2142-14, R.2142-25 et R.2143-11, R.2143-12 du Code de la commande publique :

5. **Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

6. **Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années** ; assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin,

7. **Déclaration concernant l'outillage, le matériel, et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Conformément à l'article R2143-16 du Code de la commande publique, si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Pour les sociétés candidates nouvellement créées :

Les sociétés candidates nouvellement créées se trouvant dans l'incapacité de produire, dans leur dossier de candidature, les pièces requises dans le présent règlement de consultation sur plusieurs années peuvent justifier de leurs capacités par tout autre moyen.

Les entreprises nouvellement créées peuvent notamment produire le ou les documents prouvant leur date de création et/ou une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalité des entreprises pour justifier de leur existence.

Pièces de l'offre :

- **L'acte d'engagement de l'accord-cadre (A.E.) et ses annexes éventuelles**, à compléter, dater et signer, par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
- **Les bordereaux des prix unitaires (B.P.U.)**, complété, daté et signé, par une personne habilitée à engager la société ;
- **Les détails quantitatifs estimatifs (D.Q.E.)** ; complété ;
- **Un mémoire technique**, présentant les dispositions prises pour l'exécution des travaux et détaillant notamment :
 - Les moyens humains et matériels dédiés à l'exécution des travaux,
 - La méthodologie appliquée pour l'exécution des travaux.
 - Les mesures relatives au développement durable (dans toutes ses dimensions) prises par le candidat dans le cadre de ce marché.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

Le mémoire est indispensable pour apprécier les critères de l'offre.

Il est rappelé aux candidats que même si la production du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ne sont pas exigées, ces documents constituent des pièces contractuelles du marché. La signature de l'acte d'engagement implique pour le candidat l'acceptation, sans modification, des clauses de ces documents.

Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 ; L.2152-7, R.2152-7 et R.2152-8 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères relatifs à la candidature sont :

Garanties et capacités techniques et financières
Capacités professionnelles

Les critères intervenant pour le jugement des offres pour les deux lots, sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
Critère 1 : Prix	55 points
Critère 2 : Valeur technique	35 points
<i>S/C.1 : Méthodologie mise en place pour l'exécution du marché</i>	<i>20 points</i>
<i>S/C.2 : Moyens humains mis en place pour l'exécution des prestations</i>	<i>10 points</i>
<i>S/C.2 : Organisation pour assurer la sécurité des chantiers</i>	<i>5 points</i>
Critère 3 : Prise en compte du développement durable dans le cadre de l'exécution de ce marché	10 points

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, il pourra être invité à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente. Les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires prévaudront et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Négociation :

Le Pouvoir Adjudicateur au regard des offres présentées, se réserve la possibilité de négocier avec le ou les candidat(s) ayant présenté la ou les offres les plus intéressantes. Cette négociation pourra être effectuée soit par un entretien ou soit par voie électronique. Dans ce cas, une convocation pourra être envoyée à chaque entreprise soumissionnaire par courriel en précisant le lieu, la date, l'heure et les éléments faisant l'objet de ces négociations. Cependant en application de l'article R.2123-5 du Code susmentionné, les candidats sont informés que la Ville pourra renoncer à négocier et pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociations.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.

Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Transmission électronique

Pour déposer un pli par voie électronique, les candidats doivent télécharger le DCE à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr/?page=frame.ConsultationsOrganisme&org=d7m>

NB : il est rappelé à tous les opérateurs économiques que depuis le 1^{er} octobre 2018, les plis sous format papier ne sont plus acceptés. Seuls les plis déposés sur la plateforme de l'acheteur seront acceptés.

Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Les conditions de présentation des plis électroniques pourront comporter des fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée, à l'adresse de la Direction de la Commande Publique de Clichy avant la date et heure limite de remise des offres mentionnées au présent document.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : doc, xls, pdf, html, jpg, pps, ppt, dwg, dxf.

La signature électronique est autorisée. Chaque pièce signée électroniquement doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat qui opte pour la signature électronique est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

En cas de problème pour déposer une offre dématérialisée, contacter la hotline 0 0820 20 77 43.

L'acte d'engagement et ses annexes transmis par voie électronique sera rematérialisé après l'ouverture des plis pour la signature finale du marché. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite sur papier.

Article 8 : Renseignements complémentaires

8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront transmettre leur demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.maximilien.fr> au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, dans un délai 6 jours au plus tard après la demande écrite du candidat.

8.2 - Visites sur sites

La visite est libre.

8.3 - Voies et délais de recours

8.3.1-recours précontentieux

Recours gracieux : dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision faisant grief, en s'adressant à :

Monsieur Le Maire de Clichy-la-Garenne

Direction des affaires juridiques et du secrétariat général Hôtel
de Ville
80, Boulevard Jean Jaurès
92 110 CLICHY

8.4.2-Recours contentieux

Pour les recours ci-après, les demandes doivent être adressées au tribunal territorialement compétent qui est le :

Tribunal administratif de Cergy Pontoise
2-4, boulevard de l'Hautil - BP 30322
95027 Cergy Pontoise
Tel : 01 30 17 34 00
Fax : 01 30 17 34 59
Email : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours en contestation de validité du contrat ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique, dans les conditions définies par le Conseil d'Etat dans son arrêt Département de Tarn-et-Garonne du 4 avril 2014.